

Les immigrés, premiers touchés par la crise selon l'OCDE

01/07/2009

On y apprend ainsi que pour la première fois depuis les années 80, « la crise économique va vraisemblablement provoquer une baisse très importante du nombre de migrants venant travailler dans les pays de l'OCDE ». Les indicateurs pour illustrer le ralentissement de l'immigration sont nombreux. Aux États-Unis par exemple, le nombre de visas de travail temporaire qualifié délivré n'a pas atteint « immédiatement » le quota habituel en 2009. D'ailleurs pour la première fois depuis plusieurs années, le nombre de ce type de titres a baissé de 16 % en 2008. Même situation en Australie où on a enregistré un recul de plus de 25 % de la migration de travailleurs temporaires qualifiés au cours des quatre premiers mois de 2009.

L'Europe n'est pas épargnée par la crise et donc par le recul des migrations. En Grande-Bretagne et en Irlande, les flux de travailleurs en provenance de certains nouveaux États membres de l'Union européenne (Pologne, Roumanie) a régressé de plus de 50 % entre le premier trimestre 2008 et celui de 2009. L'Espagne qui fait partie des premières nations touchées par la récession, a connu une baisse du nombre de travailleurs migrants non temporaire de 200 000 en 2007, à 137 000 en 2008.

La crise économique est aussi responsable du chômage, et les immigrés payent le plus lourd tribut. L'OCDE informe ainsi que le phénomène est important Espagne, en Irlande, et en Grande-Bretagne, où leur taux de chômage a pratiquement doublé depuis le début de la crise. En Espagne, il était de 20,3 % fin 2008 contre 11,9 % fin 2007. Toujours dans ce pays, et d'après l'économiste et expert OCDE des migrations internationales, Jean-Christophe Dumont cité par l'AFP, au premier trimestre 2009, le taux de chômage des immigrés était de 27,1 % contre 15,2% pour les travailleurs locaux. Pour les seuls nés en Afrique, il s'est élevé à la même période à 42%. Pourtant en 2007 ce pourcentage était comparable à celui des natifs (aux alentours de 12%). Cette situation s'explique par deux aspects selon l'OCDE: la forte représentativité des immigrés dans les secteurs les plus touchés par la crise (la construction notamment) et la discrimination croissante tant à l'embauche qu'en cas de licenciement.

En France, le taux des immigrés sans emploi a atteint 14% au cours de la même période comparé à 8,2% pour les personnes nées dans l'Hexagone. Aux USA, il était à 9,75% contre 8,75% pour les natifs. Mais en février 2009, le taux pour les immigrés a subitement atteint 10,5 %, soit deux fois plus qu'en mars 2007. Les prévisions de récentes projections, de l'Organisation créée en 1961 ne sont guère bonnes. Elle prévoit en effet que le taux de chômage dans la zone OCDE augmentera jusqu'à fin 2010 pour atteindre 10% contre 6% en 2008, passant ainsi de 34 millions à 56 millions en 2010. La crise synonyme de moins d'emploi est responsable de la baisse des arrivées d'immigrants mais aussi les politiques restrictives dans les différents pays d'accueil. L'Italie note José Ángel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, « a annoncé son intention de fixer son quota pour les migrations de travail hors saisonnier à zéro, alors qu'il était de 150 000 en 2008 ».

En guise de conclusion, l'OCDE souligne qu'« il faut garder la porte ouverte aux travailleurs immigrés pour répondre aux besoins de main-d'œuvre à terme » et appelle à la mise en place rapide de « politiques appropriées ».

Ibrahima Koné
Copyright Yabiladi.com

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=2134>